opinions

Publiez vos contributions sur le Cercle des Echos : lesechos.fr/idees-debats/cercle

LE **POINT DE VUE**

*d'*Alexandre Pébereau

Le Mondial de football et la souveraineté numérique européenne

A chaque Coupe du monde de football, la qualité des retransmissions fait un bond en avant et avec elle, l'attention que nous portons à l'événement. On a constaté à Doha une définition stupéfiante des matchs sur smartphone. Là où il y a quatre ans, les grands joueurs couraient d'une foulée saccadée après un ballon en forme de pixel, les images étaient cette fois bien nettes en dépit de contraintes plus fortes, car il fallait transporter en temps réel des retransmissions venues de plus loin et les livrer à la fois aux téléviseurs HD, ordinateurs, tablettes et smartphones.

Faut-il rappeler que si ces images sont accessibles à tous (pour des tarifs parmi les plus bas d'Europe), c'est parce que les opérateurs télécoms français ont consenti des investissements colossaux pour acheminer les matchs et tous les partages autour du Mondial ? 15 milliards ont été investis chaque année dans les réseaux, 500 milliards en dix ans pour les opérateurs européens.

Globalement, ce sont les géants de l'Internet américain ou chinois qui utilisent le plus de bande passante sur ces réseaux, tout en ne contribuant que marginalement aux investissements. C'est une première asymétrie. Des études de la Commission européenne, du cabinet A. D. Little et de la Fédération française des télécoms ont montré que les transmissions de ces plateformes numériques ont représenté, en 2021, 55 % du trafic des opérateurs télécoms.

La deuxième asymétrie du système, c'est que ces Gafam et leurs homologues chinois ont instauré des services totalement étanches entre eux. WhatsApp ne peut joindre les utilisateurs Wechat ou Telegram ; impossible pour Teams de dialoguer avec Facetime ou avec Zoom, et pour TikTok de se regarder avec Instagram.

Quand on sait que leur capitalisation boursière est trente fois supérieure à celle des opérateurs télécoms européens, on peut penser qu'un rééquilibrage est indispensable en termes de partage de la valeur et de concurrence. Les premiers paient d'ailleurs trente fois moins d'impôts que les seconds.

> Les géants de l'Internet utilisent énormément de bande passante tout en ne contribuant que marginalement aux investissements.

Les pays européens se mobilisent pour faire cesser ces asymétries qui freinent le développement des entreprises européennes avec le vote du Digital Market Act (DMA) et du Digital Service Act (DSA) signés en 2022. Les Vingt-Sept se sont mis d'accord sur des premières décisions, qui s'attaquent à cette double asymétrie. Emmanuel Macron a beaucoup poussé à cette régulation, lors de la présidence française. L'objectif est d'aboutir à une contribution « *équitable et proportionnée aux coûts des biens, services et infrastructures publics* », selon les mots de la Commission. On doit en attendre une incitation économique à optimiser les flux envoyés. Il faut aussi aller vers l'interopérabilité des plateformes de tous les géants du Net (Gafam comme WATC) afin qu'elles communiquent entre elles et avec les opérateurs nationaux. Ce sera un bouleversement aussi important que l'ouverture des télécoms à la concurrence.

Dès 2023, l'application du DMA permet de demander des accès directs aux plateformes numériques en Europe. Elle encadre aussi l'utilisation des données personnelles qui ne pourront plus être partagées avec plusieurs services à la fois, sans en avertir les utilisateurs. De son côté, le DSA va imposer aux moteurs de recherche, une modération plus vigilante de tous les contenus illicites (fake news, thèses complotistes) et une lutte plus déterminée contre la contrefaçon (pour les sites marchands).

Ces avancées feront date car elles permettent à l'espace européen de retrouver son autonomie numérique. Elles en appellent d'autres, ce qui va libérer davantage la capacité d'initiative de centaines de milliers d'entrepreneurs de la tech en France et en Europe. Le déploiement de la 5G, qui va mobiliser des sommes considérables, est l'occasion de partir sur de nouvelles bases plus équitables. C'est aussi une question de souveraineté pour l'Europe.

Alexandre Pébereau est président et fondateur de Tofane Global, vice-président de Croissance +.

LE **POINT DE VUE**

de Sophie Bellon

Sobriété alimentaire, la grande oubliée

Depuis plusieurs mois, la sobriété énergétique n'en finit pas de faire les gros titres. Industriels, entreprises et particuliers mettent les bouchées doubles pour répondre à l'appel à la frugalité. Sommes-nous collectivement en train de changer de logiciel en matière de consommation d'énergie ?

L'enjeu est capital. Il en va dans l'immédiat de notre capacité à nous prémunir d'éventuelles coupures de courant. A plus long terme, il est question d'évolutions essentielles pour lutter contre le dérèglement climatique et accélérer la transition écologique.

Il a fallu en passer par un conflit armé sur le territoire européen pour faire de notre consommation énergétique une question prioritaire. Faudra-t-il un nouveau bouleversement mondial pour que le sentiment d'urgence nous anime enfin sur un autre sujet tout aussi fondamental pour l'avenir de la planète ? Quand verrons-nous la sobriété alimentaire faire la une ?

Souvent oubliées, nos assiettes sont pourtant au cœur des défis à relever pour assurer la pérennité du monde et de nos sociétés. En 2050, la population mondiale atteindra les 10 milliards d'êtres humains : la production agricole devra augmenter de 50 à 60 % pour répondre à leurs besoins. Or la résilience de notre système alimentaire, responsable de près du tiers des émissions de gaz à effet de serre imputables aux activités humaines, est déjà à bout. Et pourtant, et c'est un scandale trop peu mis en avant, un tiers de la nourriture produite dans le monde est tout simplement… jetée ! En France, le gaspillage alimentaire représente 10 millions de tonnes de produits par an – alors même que l'insécurité alimentaire monte en flèche, et frappe de plus en plus de foyers.

Face à ce constat aussi absurde qu'alarmant, nous avons des leviers d'action. Tous ont en commun de nous inciter à réinjecter dans nos pratiques, de la fourche à la fourchette, une solide dose de bon sens.

> Un tiers de la nourriture produite dans le monde est tout simplement… jetée !

En matière de production, d'abord : l'agriculture régénérative, qui restaure la qualité des sols tout en préservant celle des aliments, est porteuse d'espoir. Elle s'inscrit dans ce que Thierry Marx qualifie de « sobriété positive ». Il en va de même de la transition de nombre d'agriculteurs vers une agriculture plus durable ou de la relocalisation de filières – lentilles, blé dur – sur le territoire national, que nous soutenons et accompagnons, chez Sodexo, à travers nos approvisionnements.

Le bon sens, c'est aussi ne pas mettre dans nos assiettes plus que ce que nous pouvons consommer. L'argument paraît simpliste. Et pourtant ! En tant qu'acteur de la restauration, nous savons combien il peut être difficile de faire évoluer les normes en la matière. Il est par exemple évident que les besoins nutritionnels d'un enfant de 5 ans et d'un adolescent diffèrent. Malgré cela, les cahiers des charges nous imposent souvent des menus à cinq composantes, pourtant de plus en plus éloignés des habitudes alimentaires des Français. Ils nous contraignent ainsi à servir aux plus petits des quantités qu'ils ne pourront tout simplement pas absorber.

Nous avons fait de la lutte contre le gaspillage alimentaire l'un de nos chevaux de bataille pour atteindre notre objectif de réduire de 34 % nos émissions de carbone d'ici à 2025. Nous tiendrons cet engagement. Mais le cadre contractuel ne facilite pas toujours la tâche. Le bon sens nous invite à revaloriser l'alimentation.

A nous concentrer sur la qualité nutritionnelle et environnementale des aliments. A assouplir les cahiers des charges et desserrer l'étau normatif pour nous permettre de nous adapter aux vrais besoins de celles et ceux que nous servons. Comme souvent, quand il s'agit de faire évoluer les mentalités et les habitudes, cela implique que tous, donneurs d'ordre, consommateurs, opinion publique, se saisissent du sujet. La sobriété est à l'ordre du jour : poussons la réflexion jusqu'au bout et agissons !

Sophie Bellon est présidente du conseil d'administration et directrice générale de Sodexo.

Dessin Matlys Glaize pour « Les Echos »

Manifestation contre la réforme des retraites de 2019 à Nantes. Photo Loïc Venance/AFP

Pour une (vraie) justice intergénérationnelle

LIBRE **PROPOS**
par Gaspard Koenig

A chaque président, sa réforme des retraites. Ce moment bien réglé dans la vie de notre tribu nationale possède les vertus des cycles primitifs. Qu'importent les épidémies et les guerres, les ruptures technologiques et les bouleversements géopolitiques, les menaces climatiques ou nucléaires : les débats sur l'âge de la retraite assurent une forme de permanence réconfortante. On connaît d'avance le déroulé du rite : prise de parole du sachem, danses traditionnelles dans les rues, conseil des anciens entre gouvernement et syndicats, puis de nouveau sachem, danses et conseil, jusqu'à épuisement. On connaît d'avance les mots magiques : justice, démographie, exemples étrangers, acquis sociaux. Suivant ses convictions, chacun pourra y adjoindre quelques chiffres puisés dans le texte sacré, les rapports du COR (Conseil d'orientation des retraites).

Les seuls éléments inconnus sont la virulence des oppositions et l'ampleur des compromis nécessaires. Le résultat final ne fait aucun doute : des myriades d'exemptions et de mécanismes compensatoires, ajoutant encore à la complexité de notre système et à l'opacité qui le rend illisible pour les citoyens. C'est d'autant plus dommage que le cru 2018 avait davantage de tenue, avec les danseuses de l'opéra manifestant en tutu pour maintenir leur régime spécial, et surtout la perspective d'une retraite à points plus égalitaire et plus simple. Mais nous sommes semble-t-il condamnés à des réformes paramétriques fondées sur un paradigme obsolète.

Il faut bosser pour mémé

Ce paradigme, c'est celui de la justice intergénérationnelle. On devrait travailler davantage pour financer le train de vie de nos aînés toujours plus nombreux (les seuls, sans surprise, à soutenir massivement la réforme). Travailler plus âgé, ou pendant plus d'années, ou en répartissant mieux le temps de travail : quelle que soit l'option politique retenue, il faut bosser pour mémé. Cette justice avait tout son sens après-guerre, quand les vieux travailleurs croulaient sous la tâche ou sombraient dans la misère. Or aujourd'hui, elle a en grande partie perdu son fondement. Pour deux raisons. Premièrement, les rapports de richesse se sont discrètement inversés. Le drame des petites retraites ne saurait masquer la tendance générale : les retraités sont en moyenne plus aisés que les actifs, non seulement en capital, mais aussi, exception française depuis une trentaine d'années, en revenus (101,5 % selon le COR) ! L'ouvrage de l'économiste Maxime Sbaihi paru l'année dernière décrit brillamment comment « le grand vieillissement » structure nos politiques publiques. Comme l'avait déjà remarqué il y a vingt ans le sociologue Louis Chauvel, la génération dorée des baby boomers, qui a connu l'amour libre, l'endettement insouciant et la croissance carbonée, a conçu un Etat-providence à sa mesure et continue d'en être le principal bénéficiaire. Tandis que la jeunesse étudiante s'enfonce dans la précarité, au point que le gouvernement en est réduit à distribuer tampons et préservatifs, les seniors font des croisières, parcourant oisivement les dernières beautés sauvages d'une planète qu'ils ont saccagée.

Un rapport plus libre au travail

Deuxièmement, les générations aujourd'hui actives n'accordent plus guère de crédit à l'idée qu'elles pourraient un jour à leur tour bénéficier de ce transfert de richesse. La secrétaire nationale des Verts, trentenaire, a récemment confié qu'elle ne se projetait pas dans la retraite, car la planète aurait cramé d'ici là. Pour ma part, je suis persuadé que l'Etat aura déjà fait faillite (il emprunte toutes les semaines de quoi combler le déficit annuel moyen des régimes de retraite). Quelle que soit la réalité de ces augures, il est incontestable que la génération Y et ses successeurs entretiennent un rapport plus libre au travail. Nous voulons pouvoir alterner plus fréquemment entre emploi salarié, travail indépendant et pauses improductives, sans être tenus par le carcan sinistre des trimestres de cotisation et de l'âge légal de départ.

Pour répondre à ces aspirations sans renoncer à l'exigence de solidarité, on pourrait rêver d'un « compte-temps » individuel intégrant à la fois chômage et retraite, et permettant à chacun de répartir à sa guise son temps libre (c'est-à-dire non productif) tout au long de son existence, en convertissant les points accumulés en rente mensuelle aux moments et pour la durée de son choix.

Puisque hélas le gouvernement souhaite s'en tenir à une logique comptable, il devrait jouer sur la seule variable qu'il passe aujourd'hui sous silence, et baisser le niveau actuel des pensions. Ce suicide politique aurait le mérite de redonner un vrai sens à la justice intergénérationnelle.

Gaspard Koenig est philosophe.